

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression Française... 1 an 6 mois Ordinaire 1.300 frs 800 frs Avion 3.300 frs 1.700 frs Etranger 1 an 6 mois Ordinaire 1.600 frs 900 frs Avion 3.750 frs 2.300 frs Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 27-01 — LOME

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1964

11 mai — Décret n° 64-57 relatif aux indemnités allouées aux secrétaires généraux, directeurs de cabinet, chefs et attachés de cabinet	356
11 mai — Décret n° 64-58 portant nomination dans l'Ordre du Mono	358
11 mai — Décret n° 64-59 portant amnistie individuelle ...	358
13 mai — Décret n° 64-60 portant transformation de l'école d'infirmiers et infirmières en école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo	356
13 mai — Décret n° 64-61 portant création d'une école de sages-femmes d'Etat du Togo	357

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant nomination, envoi en stage, radiations-admissions, admission à la retraite et rectificatifs à de précédentes décisions fixant les conditions de rémunération de militaires de l'armée nationale togolaise, radiation et admission d'un sous-officier de la gendarmerie territoriale au bataillon d'infanterie togolaise	358
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décision portant affectation	359
------------------------------------	-----

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Arrêtés et décisions portant nominations, octroi d'un complément de prêt, d'allocations scolaires, de secours temporaire et renouvellement de secours temporaires	359
---	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS

ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant affectations et engagement	361
--	-----

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés et décision portant désignation d'un représentant de la République togolaise devant le tribunal de simple police de Lomé et libération conditionnelle	361
---	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant affectations, engagements et rectificatif à une précédente décision portant affectation	361
---	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, acceptation de démission, sanction disciplinaire et autorisation d'ouverture d'un cabinet médical et de dépôts de médicaments ...	362
---	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1964

14 mai — Décision n° 55-D/MEN fixant les modalités du déroulement de l'examen probatoire et du baccalauréat en 1964 au Togo 363

Décisions chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés et décisions portant autorisation d'enseigner, admission au C.A.P., affectation, engagements et additif à une précédente décision portant admission au CEAP — session 1961 365

MINISTERE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

Additif à une précédente décision portant engagement 366

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, reclassement, passages automatiques d'échelon, affectation, attribution de rappel d'ancienneté pour services militaires, rappel à l'activité, constatation d'absences irrégulières, sanction disciplinaire, rectificatifs et additif à de précédents arrêtés et décisions portant rappel à l'activité, régularisation de situation administrative et passage automatique d'échelon 366

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (avis de demande d'immatriculation) 369

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 64-57 du 11-5-64 relatif aux indemnités allouées aux secrétaires généraux, directeurs de cabinet, chefs et attachés de cabinet.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail;

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 1-ITM. du 20 septembre 1956 fixant la composition des cabinets ministériels;

Vu le décret n° 64-25 du 21 février 1964;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — Les secrétaires généraux, les directeurs de cabinet, chefs de cabinet et attachés de cabinet de la Présidence de la République et des Ministères bénéficient d'indemnités mensuelles de fonction aux taux fixés comme suit :

Secrétaires généraux et directeurs de cabinet	25.000 frs
Chefs de cabinet	20.000 frs
Attachés de cabinet	10.000 frs

Art. 2. — L'indemnité est due aux fonctionnaires et agents assurant l'intérim de l'un des postes énumérés à l'article premier. Elle cesse dans ce cas d'être versée au titulaire du poste.

Art. 3. — L'indemnité de fonction est exclusive de toutes indemnités attachées aux fonctions précédemment exercées dans une administration de l'Etat, des collectivités ou établissements publics.

Art. 4. — Le présent décret prendra effet à compter du 1^{er} mars 1964.

Art. 5. — Le Ministre des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 11 mai 1964.

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

*Le Vice-Président de la République,
Ministre des finances, de l'économie et du plan,*

A. Meatchi

DECRET N° 64-60 du 13-5-64 portant transformation de l'école d'infirmiers et infirmières en école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu l'arrêté n° 274-P du 29 mai 1945 portant organisation d'une école d'infirmiers et infirmières du Togo, modifié par l'arrêté n° 379 du 28 mai 1947 et complété par l'arrêté n° 394-51-P du 8 juin 1951;

Sur proposition du ministre de la santé publique;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier. — L'école d'infirmiers et infirmières du Togo est transformée en école nationale d'infirmiers et infirmières d'Etat.

Art. 2. — L'école d'infirmiers et infirmières d'Etat constitue un service d'Etat rattaché directement au Ministère de la Santé Publique.

Art. 3. — Cette école située à Lomé, a pour but de préparer au diplôme d'Etat d'infirmiers et infirmières.

Art. 4. — La durée normale des études est fixée à deux ans. Les élèves reçus à leur examen de sortie reçoivent le diplôme d'Etat d'infirmiers.

Art. 5. — L'examen d'admission à l'école nationale des infirmiers et infirmières d'Etat est un concours sur titre ou sur épreuves. Pour pouvoir s'y présenter les candidats et can-

didates doivent au moins être titulaires du brevet d'études du premier cycle, du brevet élémentaire ou d'un diplôme reconnu équivalent par arrêté du Ministre de l'Education Nationale. Les candidats ou candidates titulaires d'une des parties du baccalauréat sont admis sur titre, accessoirement les candidats du niveau de la classe de 3^e, sur présentation d'une attestation scolaire ou du livret scolaire pourront être autorisés à concourir.

Art. 6. — Les candidats et candidates à l'examen d'admission à l'école nationale d'infirmiers et infirmières d'Etat doivent avoir au moins 18 ans au 1^{er} octobre de l'année du concours. L'âge limite supérieur pour les candidats et candidates est fixé à 25 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours. Aucune autre dispense ne peut être accordée.

Art. 7. — L'examen d'admission a lieu, en principe, au mois de juin. Il comporte trois épreuves qui sont uniquement écrites et anonymes :

1^o — Une épreuve de composition française (durée 3 heures, notée sur 40)

2^o — Une épreuve d'explication de texte comportant le résumé d'un extrait littéraire, qui sera distribué aux candidats, l'analyse ou le commentaire de certaines parties de ce texte (durée 2 heures, notée sur 40)

3^o — Une épreuve constituée par cinquante questions devant comporter chacune une réponse très courte et permettant de juger du niveau de culture générale du candidat (durée 2 h. 30, notée sur 50).

Chaque question est notée 1 point.

Ces questions portent sur les matières ci-après à raison de cinq questions pour chacune d'elles : arithmétique, physique, chimie, sciences naturelles et hygiène, histoire, géographie, littérature, éducation civique, art, actualité.

Art. 8. — Le jury désigné conjointement par le Ministre de la Santé Publique et le Ministre de l'Education Nationale, procède à la correction des épreuves et établit la liste par ordre de mérite des élèves reçus.

L'admission est prononcée à partir d'une moyenne de 12 sur 20 — le zéro est éliminatoire, s'il est maintenu après délibération du jury.

Art. 9. — La liste définitive des candidats reçus est établie par le Ministre de la Santé Publique, le Ministre de l'Education Nationale et publiée au *Journal officiel*. Les candidats admis sur titres sont classés en tête par ordre alphabétique, les candidats titulaires des deux parties du baccalauréat étant les premiers.

A l'entrée, les élèves effectuent un stage probatoire de trois mois au cours duquel il sera prononcé leur admission définitive.

Si un candidat reçu ne se présente pas à la rentrée scolaire de l'année en cours, il est définitivement éliminé de tout concours ultérieur, sauf s'il peut prouver :

— qu'il en a été empêché pour raison de maladie ou de force majeure,

— en outre, qu'il a été dans l'impossibilité d'en prévenir aussitôt le Directeur de l'Ecole.

Il sera remplacé par le candidat classé immédiatement après les admis (liste supplémentaire), mais conservera en ce cas le bénéfice de l'admission pour l'année suivante exclusivement.

Art. 10. — Les modalités d'application du présent décret seront précisées par arrêté du Ministre de la Santé Publique et du Ministre de l'Education Nationale.

Art. 11. — Le Ministre de la Santé Publique et le Ministre de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mai 1964.

N. Grunitzky

DECRET N° 64-61 du 13-5-64 portant création d'une école de sages-femmes d'Etat du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Sur proposition du ministre de la santé publique;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé une école de sages-femmes d'Etat du Togo.

Art. 2. — Cette école rattachée directement au ministère de la santé publique a pour but de préparer les sages-femmes, au diplôme d'Etat de type français et avec un jury analogue. Le diplôme pourra être délivré par la faculté de médecine de Dakar.

Art. 3. — Le directeur de l'école des sages-femmes d'Etat qui est le même que le directeur de l'école nationale des infirmiers, est nommé par le Président de la République, sur proposition du ministre de la santé publique.

Art. 4. — L'entrée des élèves à l'école des sages-femmes a lieu le 1^{er} octobre ou le 2, si le 1^{er} est un dimanche, le 3 si le 1^{er} est un samedi.

La durée des études est de trois ans.

Art. 5. — Les élèves sont admises à l'école à la suite d'un concours national dont les épreuves sont du niveau du concours d'entrée dans les écoles de sages-femmes de France. Les candidates devront être titulaires du B.E.P.C. ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les candidates munies de la 1^{re} partie du baccalauréat sont admises sur titre.

A l'entrée les élèves effectuent un stage probatoire de trois mois, au cours duquel il sera prononcé leur admission définitive.

Des bourses peuvent être accordées par le gouvernement togolais ou autres organismes, le cumul des deux ne pouvant avoir pour effet de porter le total au delà du maximum fixé par arrêté. Les conditions d'attribution des bourses sont fixées par arrêté du Président de la République.

Art. 6. — L'organisation et le fonctionnement de l'école des sages-femmes du Togo seront fixés par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et du ministre de l'éducation nationale.

Art. 7. — Le ministre de la santé publique et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 13 mai 1964.

N. Grunitzky

DECRET N° 64-58 du 11 mai 1964 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée;

Vu la loi n° 63-24 du 31 décembre 1963 modifiant la loi du 2 septembre 1961 précitée,

D E C R E T E :

Article premier — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre étranger :

1 — A la dignité de grand croix :

M. William V.S. Tubman, Président de la République du Libéria.

2 — A la dignité de grand officier :

M. William R. Tolbert, Vice-Président de la République du Libéria.

3 — Au grade de commandeur :

M. J. Rudolph Grimes, ministre des affaires étrangères de la République du Libéria.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 mai 1964.

N. Grunitzky

Amnistie

N° 64-59 du 11-5-64. — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Kérim Bonfou, né à Sokodé, vers 1941, de Bonfou Moumouni et de Boukary Azétou, sans profession, domicilié à Sokodé, quartier Zongo, célibataire, condamné le 13 juin 1961, par le tribunal correctionnel de Sokodé, à la peine de six mois d'emprisonnement, pour violences à magistrat de l'ordre administratif.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Nomination

N° 69-D-PR-MDN du 4-5-64 — A compter du 24 février 1964, le sergent-chef Sirrikou Toma Pierre du 1^{er} bataillon d'infanterie togolaise, est désigné comme billeteur du dit corps en remplacement de l'adjudant Gadoh Philippe appelé à d'autres fonctions.

Envoi en stage

N° 73-D-PR-MDN du 13-5-64 — Les gendarmes : Koura Norbert, Témanou Emmanuel, Adom Djafalo et Kpetemey Thomas de la gendarmerie territoriale togolaise, qui sont admis au stage d'élèves sous-officiers de la gendarmerie d'outre-mer s'ouvrant à Fréjus (Var) France, du 1^{er} mai au 30 décembre 1964, quitteront Lomé par voie aérienne le jeudi 7 mai 1964, à destination de Marseille.

Pendant la durée du stage, la solde sera versée aux intéressés par compte courant postal qu'ils devront faire ouvrir dès leur arrivée à Fréjus et communiquer l'intitulé au chef du service des finances à Lomé, dans les meilleurs délais.

Radiations — Admissions

N° 72-D-PR-MDN du 4-5-64 — Les militaires désignés ci-dessous seront rayés des contrôles du 1^{er} bataillon d'infanterie togolaise et de l'armée nationale togolaise à compter du 10 mai 1964, date prévue pour leur intégration dans la police togolaise :

Agba Tombo, caporal-chef n° mle 50.987 — 87.505

Blandeye Kédéna, caporal-chef n° mle 52.987 — 18.835.

N° 75-D-PR-MDN du 15-5-64 — A compter du 1^{er} mai 1964, les militaires dont les noms suivent sont rayés des contrôles du bataillon d'infanterie togolaise.

Lawani Kondé, adjudant

Eklou Comlan, adjudant

Bagana Salitou, adjudant

Nandouama Kolokna, sergent-chef

Djogbessi Georges, sergent

Datagni Kouam, sergent

Batalaki Tolou, caporal-chef

Djamane Kolani, caporal-chef.

A compter de la même date, les intéressés sont admis dans la gendarmerie mobile, aux grades, échelons et indices désignés ci-après :

Eklou Comlan, adjudant 1^{er} échelon — indice 900

Bagana Salitou, adjudant 2^e échelon — indice 950

Lawani Kondé, adjudant 2^e échelon — indice 950

Nandouama Kolokna, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon — indice 800

Djogbessi Georges, gendarme de 1^{re} classe 3^e échelon — indice 600

Datagni Kouam, gendarme de 1^{re} classe 3^e échelon — indice 600

Batalaki Tolou, gendarme de 2^e classe 4^e échelon — indice 470

Djamane Kolani, gendarme de 2^e classe 4^e échelon — indice 470.

Les intéressés percevront la solde correspondant à leurs grades et échelons, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

Admission à la retraite

N° 70-D-PR-MDN du 4-5-64 — MM. Lamine Kéita, adjudant-chef mle n° 1419 du peloton de Dapango ;

— Mamadou Taraoré, adjudant-chef mle n° 1604 du peloton de Mango ;

— Dansi Akpadji, adjudant mle n° 1392 du peloton d'Akposso ;

— Kao Kaisié, gendarme de 1^{re} classe mle n° 1559 du peloton de Lama-Kara ;

— Abalo Edouard, gendarme de 2^e classe mle n° 1301 du peloton de Nuatja ;

— Badjassi Tchali, gendarme de 2^e classe mle n° 1598 de la portion centrale, titulaires d'un congé libérable de 90 jours avec solde de présence, sont mis à la retraite pour compter du 1^{er} juin 1964.

Les intéressés seront rayés des contrôles des Forces Armées togolaises et de la gendarmerie mobile pour compter du 1^{er} juin 1964.

Ils n'auront pas droit au transport gratuit pour eux et leur famille pour rejoindre leurs foyers, en ayant déjà bénéficié lors de leur départ en congé libérable.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 4-5-64 à la décision n° 27-D-PR-M-DN du 17 février 1964 fixant les conditions de rémunération de militaires de l'Armée nationale togolaise.

A compter du 1^{er} janvier 1964, les militaires du B. I.T. intégrés dans l'Armée nationale togolaise suivant décisions n°s 166 du 25-9-63 — 171 et 173 du 30-9-63, dont les noms suivent percevront les émoluments mensuels suivant détail ci-après :

Au lieu de :

Djawa Boniface, soldat de 2^e classe 1^{er} échelon, indice 200 M. 1 E.

Lire :

Djawa Boniface, soldat de 1^{re} classe 1^{er} échelon, indice 230 M. 1 E.

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF du 4-5-64 à la décision n° 51-D-PR-M-DN du 9 avril 1964 portant radiation d'un sous-officier de la Gendarmerie Territoriale et admission de ce même s-officier au Bataillon d'Infanterie Togolaise.

Au lieu de :

A compter du 1^{er} avril 1964, le gendarme de 2^e classe Karbou Jacques est rayé des contrôles de la Gendarmerie Territoriale.

L'intéressé percevra la solde correspondante à ses grade et échelon soit :

— sergent 6^e échelon, indice 600, marié 1 enfant, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

Lire :

A compter du 1^{er} avril 1964, le gendarme de 2^e classe Karbou Jacques est rayé des contrôles de la Gendarmerie Territoriale.

L'intéressé percevra la solde correspondante à ses grade et échelon soit :

— sergent 3^e échelon, indice 600, marié 1 enfant, ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Affectation

N° 52-D-INT du 14-5-64 — M. Dovi Jacob, commis d'administration principal de 3^e échelon, en service à la circonscription administrative de Tsévié, est remis à la disposition du Ministre de la Fonction Publique.

La présente décision aura effet pour compter de sa date de signature.

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Nominations

N° 271-D-VP-MFEP-CD du 6-5-64 — Sont prononcées dans le service des contributions les nominations ci-après :

M. Dagba Valentin, agent permanent hors catégorie, affecté à l'inspection centre d'Atakpamé par décision n° 130bis-VP-MFEP-MF du 28 février 1964, est nommé chef de ce service.

M. Codjia Louis, agent permanent 5^e catégorie, affecté à l'inspection nord Lama-Kara, est nommé chef de ce service.

M. Kougbani Edouard, engagé par décision n° 225-VP-MFEP-MF du 16 avril 1964, est affecté à l'inspection centre d'Atakpamé.

La présente décision aura effet de la date de prise de service des intéressés.

N° 292-D-VP-MFEP du 13-5-64 — M. Mathey Jules, agent permanent est nommé billeteur du personnel du service de la statistique générale du Togo, en remplacement de M. Pindra Moudachirou appelé à d'autres fonctions.

L'intéressé a droit aux indemnités de billeteage prévues par les textes.

Complément de prêt

N° 280-D-VP-MFEP-MF du 13-5-64 — Il est accordé à M. Kuakui Angélo, attaché de cabinet du ministre de l'information, en vue de compléter le prêt de même nature qui lui a été consenti afin de lui permettre d'acheter un véhicule pour ses besoins personnels, un complément de deux cent mille francs (200.000 francs).

La dépense est imputable au compte hors budget n° 125-20.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont autorisés à différer jusqu'à 9 mois, la retenue mensuelle de 12.500 francs que doit subir le salaire de l'intéressé, au titre de remboursement des prêts consentis.

Allocations scolaires

N° 287-D-MF-MEN du 13-5-64 — Une allocation scolaire est accordée aux élèves boursiers togolais de l'école des T.P. de Bamako pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 1963.

Pour le trimestre et pour les 8 élèves:

150.000 x 8

3

400.000 frs.

Le montant de ces dépenses soit quatre cent mille francs cfa, (400.000 francs cfa) sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'économe de l'école des T.P. de Bamako.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 36, article 3.

Le directeur de l'enseignement, le chef du service des finances et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

N° 290-D-MF-MEN du 13-5-64 — Une allocation scolaire est accordée aux élèves boursiers togolais de l'école des T.P. de Bamako pour le 1^{er} et le 2^e trimestre (janvier à juin 1964).

Pour un élève pendant les 2 trimestres:

150.000 x 2

3

100.000 francs

Pour les 8 élèves: 100.000 x 8 = 800.000 frs.

Le montant de ces dépenses soit (huit cent mille francs) sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'économe de l'école des T.P. de Bamako.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1964, chapitre 40, article 3.

Le directeur de l'enseignement, le chef du service des finances et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Secours temporaires

N° 199-VP-MFEP-MF-FR du 13-5-64 — Est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1964, pour une période de trois ans renouvelable, un secours temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs par an aux orphelins mineurs de

feu Katatalé Kaona, de son vivant, garde togolais, décédé en service commandé le 22 décembre 1959.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de l'adjudant militaire Toké Atakoi, en service au B.I.T. à Lomé, tuteur légal des orphelins du défunt.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

N° 200-VP-MFEP-MF-FR du 13-5-64 — Est renouvelé pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1964, le secours temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs par an accordé par arrêté n° 87-MFAE-F-FR du 21 avril 1961 à Mme Hawaou Tchagao, demeurant à Lomé (quartier Zongo), veuve de feu Samba Foulany Cissé, brigadier de 1^{re} classe, n° mle G.I. 182-BS de la garde togolaise, en retraite, décédé le 10 août 1953.

Ce secours temporaire, payable par trimestre et à terme échu, est imputable au budget général du Togo.

N° 201-VP-MFEP-MF-FR du 13-5-64 — Le secours temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs par an accordé par arrêté n° 55-MFAE-MF-FR du 15 mars 1962 à Mme veuve Ayinon Tchassi, en faveur des orphelins mineurs de feu Tchassi Camille, de son vivant, garde-cercle retraité, décédé à Lomé le 17 août 1954, est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1964.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de Mme veuve Ayinon Tchassi, demeurant à Amoutivé — Lomé, chargée de l'entretien des orphelins.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

N° 202-VP-MFEP-MF-FR du 13-5-64 — Est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1964, le secours temporaire de trente mille (30.000) francs par an accordé par arrêté n° 85-MFAE-F-FR du 19 avril 1961 aux orphelins mineurs de feu Slater C. Henri, de son vivant comptable permanent du service de la santé publique du Togo, décédé à Lomé le 20 décembre 1959.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Slater Raymond, tuteur légal des orphelins du défunt.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

N° 203-VP-MFEP-MF-FR du 13-5-64 — Est renouvelé pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1964, le secours temporaire de vingt cinq mille (25.000 frs)

par an, accordé par arrêté n° 84-MFAE-F-FR du 19 avril 1961 aux orphelins de feu Assagbo Djamon, de son vivant garçon de bureau du service de la santé publique du Togo, décédé à Lomé le 17 novembre 1958.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Assagbo Komlan, forgeron, permanent en service à la voirie de Lomé, chargé de l'entretien des orphelins du de cujus.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

Affectations

N° 261-D-MTP-CFT du 4-5-64 — M. Fouchard Jean, lieutenant de port de 4^e échelon de l'assistance technique française, mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications par décision n° 306-MFP du 9 avril 1964, est affecté au réseau des chemins de fer du Togo, en qualité de chef de service du wharf et phare.

Il aura droit en cette qualité, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente est imputable au budget annexe des chemins de fer du Togo, chapitre 1, article 5, paragraphe 1.

La présente décision a effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 269-D-MTP-PT du 4-5-64 — M. Bédi Ohounou, préposé principal de 2^e échelon des postes et télécommunications, précédemment en service à la recette principale de Lomé, est affecté au bureau de postes d'Atakpamé, en remplacement numérique de M. Houwanou Marcellin, qui reçoit une autre affectation.

M. Houwanou Marcellin, agent permanent de 4^e catégorie échelle A, des postes et télécommunications, précédemment en service à Atakpamé, est affecté à Lomé (Recette principale), en remplacement numérique de M. Bédi Ohounou, affecté à Atakpamé.

La présente décision prend effet pour compter du 15 avril 1964.

N° 272-D-MTP-TP du 9-5-64 — M. Babou M'Bambatché Timbié, commis permanent 2^e catégorie échelle B, en service à la subdivision des travaux publics de Mango, est affecté à la subdivision des travaux publics de Sokodé.

Le salaire de M. Babou M'Bambatché Timbié reste imputable sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

Engagement

N° 275-D-MTP du 9-5-64 — M. Malou Poroki est engagé en qualité de menuisier permanent 2^e catégorie échelle A, et mis à la disposition du directeur du service des travaux publics, pour servir à Lama-Kara.

Le salaire de l'intéressé sera imputé au chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Tribunal de simple police de Lomé

N° 7-MJ du 6-5-64 — M. Dosseh André Michel, en service au contrôle financier est désigné pour représenter l'Etat devant le tribunal de simple police de Lomé à l'audience du 21 mai 1964, dans l'affaire qui oppose la République togolaise au sieur Essien Emmanuel.

Libération conditionnelle

N° 9-MJ du 15-5-64 — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Abé Tété Djadé-nadounou, détenu depuis le 21 juillet 1962 à la prison civile de Lomé, né vers 1902 à Zowla, circonscription administrative d'Anécho, fils des feux Abé et Aménouhoun, herboriste, demeurant et domicilié à Lomé, quartier Bassadji, condamné le 28 mars 1963 par la cour d'appel du Togo à la peine de trois années d'emprisonnement, du chef de violence sur mineur âgée de moins de quinze ans.

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Affectations

N° 49-D-MER du 8-5-64 — Sont mis à la disposition de la vice-présidence de la République pour servir au centre de formation professionnelle des animateurs de développement rural à Tchitchao les agents et manœuvres d'agriculture dont les noms suivent:

MM. Téou Barkola, surveillant de cultures permanent 3^e catégorie échelle A

Bérézi Botcho, manœuvre journalier

Yao Adiwa, manœuvre journalier
 Nimon Martin, manœuvre journalier
 Wéttri Alphonse, manœuvre journalier
 Adjola Denis, manœuvre journalier
 Mamadou Lamboni, bouver.

Les salaires des intéressés seront imputés sur le chapitre 8, article 15, paragraphe 2, (budget général, exercice 1964.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Engagements

N° 51-D-MER-JPA du 15-5-64 — M. Seddo Adolphe est engagé en qualité d'instituteur-instructeur 6^e catégorie échelle A et mis à la disposition du Ministre de l'Economie Rurale (Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole) Ferme de Glidji, en remplacement de M. Abete Michel, élu député à l'assemblée nationale du Togo.

M. de Souza Hilaire est engagé en qualité d'aviateur-infirmier-vétérinaire hors catégorie et mis à la disposition du Ministre de l'Economie Rurale (Mouvement de la Jeunesse Pionnière Agricole) Ferme de Glidji.

Leur salaire sera imputé sur le chapitre 24, article 8 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1963 en ce qui concerne M. Seddo Adolphe et pour compter du 15 septembre 1963 en ce qui concerne M. de Souza Hilaire.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 8-5-64 à la décision n° 39-MER du 21-4-64 portant affectation du Lieutenant-Colonel, Gershon Lavie, expert israélien au Togo.

Lire ensuite :

La présente décision prend effet pour compter du 16 novembre 1963, date de la prise de service de l'intéressé.

Le reste sans changement.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Nominations

N° 47-D-MSP du 8-5-64 — M. Semado Kouma, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au Ministère de la Santé Publique, est affecté à la direction de l'Ecole Nationale d'infirmiers et infirmières du Togo, et nommé billeteur dudit Etablissement.

L'intéressé a droit aux indemnités de billetterie prévues par les textes en vigueur.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1-MSP du 13-5-64 — M. Pjackor Nestor, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon, est nommé directeur du cabinet du Ministre de la Santé Publique.

Ses émoluments restent imputés au budget général, chapitre 22, article 2.

Affectations

N° 49-D-MSP du 8-5-64 — Les fonctionnaires et agents permanents des services de la Santé Publique dont les noms ci-dessous sont affectés :

à la polyclinique de Lomé (C.M.P.)

M. Akpabie Adalbert, comptable permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Tabligbo, en remplacement de M. Lawson Gabriel, appelé à d'autres fonctions (22-5).

au service de la lutte Antipalustre de Lomé

M. Okutassi Justin, secrétaire-médical permanent 4^e catégorie échelle A, précédemment en service à Mango, en remplacement de M. Fare Gabriel, appelé à d'autres fonctions (22-8).

M. Apedo Raphaël, chauffeur permanent 3^e catégorie hors échelle, précédemment en service à Palimé, en remplacement de M. N'Tsugan Seth, appelé à d'autres fonctions (22-8).

à la Subdivision Sanitaire de Tabligbo

M. Lawson Gabriel, comptable permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Lomé, pour servir au sce. de cession de médicaments aux particuliers, en remplacement de M. Akpabie Adalbert, muté (22-5).

à la subdivision sanitaire de Palimé

M. N'Tsugan Seth, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle A, précédemment en service au sce. de la Lutte Antipalustre de Lomé, en remplacement de M. Apedo Raphaël, muté (22-6).

à la Subdivision Sanitaire de Sokodé

M. Gnogbo Tchoro Braïma, infirmier permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Palimé, en remplacement de M. Seidou Moussa, appelé à d'autres fonctions (22-6).

à la subdivision sanitaire de Kandé

M. Sierka Nassoma Issaka, infirmier ordinaire 3^e échelon, précédemment en service à Mango, en remplacement de M. Aissah Michel, décédé (22-6).

à la subdivision sanitaire de Mango

M. Seidou Moussa, infirmier permanent 2^e catégorie échelle C, précédemment en service à Sokodé, en remplacement numérique de M. Sierka Nassoma Issaka, muté (22-6).

M. Lochina Abora, infirmier permanent 5^e catégorie échelle A, précédemment en service à Dapango, en remplacement numérique de M. Koudadje Henri, appelé à d'autres fonctions (22-6).

M. Fare Gabriel, agent permanent 2^e catégorie échelle A, précédemment en service au sce. de la Lutte Antipalustre de Lomé, en remplacement de M. Okutas-si Justin, muté (22-6).

à la Subdivision Sanitaire de Dapango

M. Kpedou Alfred, aide-comptable permanent 3^e catégorie échelle A, précédemment en service à Palimé, en remplacement de M. Thompson David, titulaire d'un congé administratif (22-5).

Les dépenses sont imputables au budget général, chapitre 22, articles 5, 6 et 8.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la mise en route des intéressés.

Démission

N° 54-D-MSP du 8-5-64 — Est acceptée, pour compter du 8 avril 1964, la démission de son emploi offerte par M. Cassao Bernard, manoeuvre 2^e classe, en service au Centre National Hospitalier de Lomé.

M. Cassao Bernard, qui n'a pas bénéficié d'aucun congé depuis son engagement le 2 mars 1962, aura droit à une indemnité compensatrice de congé payé égale à 36 jours ouvrables.

Sanction disciplinaire

N° 56-D-MSP du 8-5-64 — Un second blâme avec inscription au dossier pour « faute technique grave en service » est infligé à l'agent technique de 2^e classe 2^e échelon Goudeagbe Symphorien, en service au Centre National Hospitalier de Lomé.

Cabinet de consultations médicales

N° 2-MSP du 13-5-64 — Une autorisation d'ouvrir un cabinet médical à Lomé est accordée à M. Robert Ajavon, docteur en médecine.

M. Robert Ajavon est tenu de résider dans un périmètre de cinq kilomètres au plus de son cabinet, sis, 8 rue Vanlare à Lomé.

Dépôt de médicaments

N° 92-PR-MSP du 15-5-64 — Sont autorisés, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir des dépôts de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

MM. Touglo Chrétien à Agotimé-Nyitoé (circonscription de Klouto)

Gérant du dépôt : Touglo Chrétien

Adoté Vincent à Tsévié (circonscription de Tsévié)

Gérant du dépôt : Adoté Vincent

Akogo Michel à Noépé (circonscription de Tsévié)

Gérant du dépôt : Akogo Michel

Matiklu Grégoire à Kpadapé (circonscription de Klouto)

Gérant du dépôt : Matiklu Grégoire

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECISION N° 55-D-MEN du 14-5-64 fixant les modalités du déroulement de l'examen probatoire et du baccalauréat en 1964 au Togo.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 62-1172 du 29 septembre 1962 créant un examen probatoire à la fin de la classe de première des établissements d'enseignements du second degré;

Vu l'arrêté du 15 mai 1950 rattachant le centre de Lomé à l'Université de Bordeaux;

Vu la lettre ministérielle n° 6482 du 31 janvier 1964 fixant les dates de l'examen probatoire et du baccalauréat des centres relevant du groupe 1;

Vu la lettre n° 1478 du 11 mars 1964 de M. le recteur de l'académie de Bordeaux fixant les dispositions prises en vue de l'organisation des épreuves de l'examen probatoire et du baccalauréat pour la session de 1964 dans les centres ouverts au Togo;

Sur proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo,

D E C I D E :

Art. premier — Les épreuves facultatives de dessin prévues pour le lundi 25 mai 1964 de 8h. à 11h. se dérouleront à Sokodé sous la présidence de M. Posamentiroff Léonid, agrégé de l'Université.

L'organisation matérielle de ces épreuves est confiée à M. le principal du Collège de Sokodé.

Les épreuves facultatives du centre de Lomé seront placées sous la surveillance des professeurs suivants :

Dessin : M. Ayih Paul

Musique : M. Dosseh Alex

M. le Proviseur du Lycée Bonnacarrère est chargé de l'organisation matérielle de ces épreuves.

Art. 2. — Les épreuves obligatoires de langues de l'examen probatoire, et les épreuves facultatives de langues de l'examen probatoire et du baccalauréat prévues pour le 26 mai 1964 se dérouleront selon les modalités suivantes :

Centre de Sokodé :

Président : M. Posamentiroff Léonid

Examineur d'anglais : Mme Grunitzky Yannick.

Centre de Lomé :

Président : M. Chevallier Louis, inspecteur d'académie

Anglais : Mmes Amaizo Eliane
Chevron Hélène
M. Charles Paul

Espagnol : M. Costa Hélios

Allemand : M. Verdier Paul

Latin : Mme Lambony Claudine

Italien : Mme Chemain Arlette.

L'organisation matérielle de ces épreuves est confiée, chacun en ce qui le concerne, à M. le principal du Collège de Sokodé et à M. le proviseur du Lycée de Lomé.

Art. 3. — Les commissions de surveillance de l'examen probatoire seront établies par MM. les chefs d'établissements de Lomé et Sokodé et soumises pour approbation à M. l'inspecteur d'académie.

M. Posamentiroff Léonid assurera la présidence de la commission de Sokodé, et sera chargé de transporter les copies à Lomé dès l'examen terminé.

Art. 4. — La commission de surveillance du baccalauréat sera établie par M. le proviseur du Lycée Bonnacarrère et soumise à l'approbation de M. l'inspecteur d'académie.

Art. 5. — L'organisation matérielle des épreuves écrites de l'examen probatoire et du baccalauréat est confiée, chacun en ce qui le concerne, à MM. les chefs d'établissements de Lomé et de Sokodé.

Art. 6. — La commission d'anonymat des copies de l'examen probatoire est composée de :

M. Ayih Paul M. Jean Pierre
M. d'Almeida Christian

Elle se réunira au Lycée Bonnacarrère de Lomé dès la fin des épreuves écrites de l'examen.

Art. 7. — Le secrétariat de l'examen probatoire est composé, comme suit :

Président : M. Ayih Paul

Membres : Mmes Lafage Suzanne
Chevallier Suzanne
d'Almeida Justine
Gartner Paulette
Semah Andrée
Donizeau Emilie
Arteaga Edith
Labayle Nicole
Lara Cécile
MM. Dosseh Alex
Bertrand Géry.

Cette commission se réunira au Lycée Bonnacarrère de Lomé sur convocation de son président.

Art. 8. — Les commissions de correction de l'examen probatoire sont composées comme suit :

Président :

M. Chevallier Louis

*Membres :**Commission de français :*

MM. Posamentiroff Léonid Mmes Chemain Arlette
Verdier Paul N'Nang Hélène
Tamisier André Mlle Costa Urania
Mme Lambony Claudine

Commission d'histoire-géographie :

MM. Begliomini Raphaël M. Akumey Martin
Attignon Hermann

Commission de latin :

Mme Lambony Claudine M. Verdier Paul

Commission de mathématiques :

MM. Koffi Mathieu MM. Lefrancier Pierre
Gallea René Lafon Philippe.
Barbier Serge

Commission de mathématiques ou Sciences :

Mlle Martinez Célia M. d'Almeida Christian

Commission de sciences physiques :

Mlle Martinez Célia MM. Coulon Pierre
M. d'Almeida Christian Lassey Faustin

Commission de grec :

M. Posamentiroff Léonid

Commission de sciences naturelles :

MM. Niort Paul
Ajavon Mathias
Mlle Bourhis Marie-Yvonne

Commission d'anglais :

Mmes Chevron Hélène Mme Amaizo Eliane
Grunitzky Yannick M. Charles Paul
d'Almeida Micheline

Commission d'allemand :

MM. Verdier Paul M. Bouzendorffer Raymond

Commission d'espagnol :

M. Costa Hélios

Commission d'italien :

Mme Chemain Arlette.

Ces commissions se réuniront au Lycée Bonnacarrère de Lomé sur convocation du président.

Art. 9. — La présente décision, qui tient lieu de convocation, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mai 1964

P. Adossama

Cours de spécialités

N° 51-D-MEN du 9-5-64 — Les fonctionnaires et assimilés, professeurs et chargés de cours à l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé percevront pour le deuxième trimestre de l'année scolaire 1963-64 (janvier-février-mars 1964) des indemnités pour les heures de cours de spécialités dont le taux fixé par l'arrêté n° 22-PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après :

Taux des professeurs: 18 heures

MM. Barbier Serge, 5 heures par semaine pendant le trimestre
 Roquel Bernard, 3 heures par semaine pendant le trimestre
 Gboglo Seth, 2 heures par semaine pendant le trimestre
 Tessilimi Nourou, 7 heures par semaine pendant le trimestre
 Fabre Marius, 7 heures par semaine pendant le trimestre

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1964, chapitre 26, article 8.

Les indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le directeur de l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

Autorisation d'enseigner

N° 53-D-MEN du 9-5-64 —

MM. Bertrand Gély, licencié
 Galéa René, licencié
 Le Doussal Jean, licencié
 Gnassounou Siméon, instituteur
 Ayayi A. Alphonse, instituteur
 Nicoué Léon, instituteur

sont autorisés à assurer un service d'heures de cours de spécialités au C.P.P.P. créé à Lomé par arrêté n° 1-MEN du 24-1-64.

Admission au C.A.P.

N° 57-D-IA-MEN du 14-5-64 — Est déclaré définitivement admis à l'examen du C.A.P. de l'Enseignement Officiel (session mai 1963) M. Adabra Marcellin, instituteur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon du cadre du Togo en service au Niger.

Affectation

N° 59-D-MEN du 15-5-64 — Mlle Ayivor Patience, institutrice adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service à la direction de l'enseignement est affectée au

Lycée de Lomé comme lectrice d'anglais en remplacement de M. Peter Lefcourt du corps de la paix américain, rapatrié.

Mlle Ayivor prendra ses fonctions le 19 mai 1964.

Sa solde reste imputable sur le chapitre 26, article 7.

Engagements

N° 49-D-MEN du 9-5-64 — Mme Attikey Akouavi est engagée à titre temporaire durant l'année scolaire 1963-1964, comme cuisinière à l'école normale d'Atakpa-mé.

Mme Attikey est classée à la 5^e catégorie du personnel des débits de boisson et restaurant au salaire de 7.668 francs par mois, imputable au chapitre 40, article 1 du budget général, exercice 1964 — (bourses).

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

N° 50-D-MEN du 9-5-64 — M. Kpodar Emmanuel est engagé en qualité de moniteur permanent 2^e catégorie échelle A, en remplacement numérique de M. Folivia Clément, démissionnaire.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 54-D-MEN du 12-5-64 — Sont engagés en qualité de :

Agent permanent 3^e catégorie échelle A

M. Dosseh Frédéric.

Agents permanents 2^e catégorie échelle A

MM Nassouma Mohamadou M. Lissama Baroma.
 Mama T. Fousséni

Le salaire des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 26, article 7.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} mai 1964.

Additif

ADDITIF du 12-5-64 à la décision n° 19-MEN du 15 février 1963 portant admission au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique, session 1961

Inspection primaire de Sokodé

Après :

Mlle Messavussu Laure (Mme Géraldo).

Ajouter :

Mme Accolatsé Louise.

(Le reste sans changement)

MINISTERE DE L'INFORMATION,
DE LA PRESSE,
ET DE LA RADIODIFFUSION

Additif

ADDITIF du 8-5-64 à la décision n° 14-D-Minjo du 22^e avril 1964 portant engagement de 5 agents permanents pour le service de l'information.

Au lieu de :

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Lire :

En ce qui concerne M. Amétzion Adolphe, reporter-cinéaste, la présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mai 1964.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

N° 154-MFP du 9-5-64 — M. Adam Boukari, moniteur de 2^e classe stagiaire, indice 150 du cadre commun secondaire du corps des moniteurs (catégorie C2 — échelle 2) de l'enseignement de Côte d'Ivoire, en service à Lomé, est intégré dans celui du Togo au grade de moniteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie D), indice 550.

L'intéressé reste maintenu à la disposition du ministre de l'Education Nationale. (budget général — chapitre 26 — article 7).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1964 au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} avril 1964 au point de vue solde.

N° 156-MFP du 14-5-64 — M. Tchao Jean, titulaire du certificat d'aptitude technique n° 2 à l'emploi d'infirmier militaire (sergent) est admis dans le corps du personnel médical et technique de la Santé Publique, en qualité d'infirmier-adjoint 1^{er} échelon stagiaire, indice 270 (catégorie D) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget général — chapitre 22 — article 6).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 157-MFP du 14-5-64 — MM. Molusi Martin et Hauptoman Jean-Pierre, tous deux commis du cadre local des Postes et Télécommunications de la Côte d'Ivoire (indice 100), en service au Togo, sont intégrés dans la Fonction Publique togolaise en qualité de préposés 1^{re} classe 2^e échelon indice (470) du corps des fonctionnaires des Postes et Télécommunications.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Reclassement

N° 155-MFP du 11-5-64 — Les fonctionnaires de la statistique dont les noms suivent sont ainsi reclassés au point de vue indice de traitement conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 64-38 du 24-2-64 dans l'échelle 2 de la catégorie A Normal :

Nom et Prénoms	Titre ou diplômes	Date de nomination Ancienneté réelle au 1-1-64	Ancienneté utilisable	Indice de reclassement ancienneté conservée au 1-1-64
Améyou Antoine	Diplôme de l'Insee (attaché de statistique)	28-9-61 (3a 3m 3js)	2a 2m	520
Freitas K. Nazaire	Diplôme de l'Insee (attaché de statistique)	1-10-63 (3m)	néant	A.C. 2m 485 A.C. néant stagiaire

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} mars 1964.

Passages automatiques d'échelon

N° 366-D-MFP du 11-5-64 — Est constaté au titre du premier semestre 1964 et pour compter des dates ci-après, le passage à l'échelon supérieur de leur grade, des fonctionnaires du corps des chemins de fer et du wharf :

**B — CADRE DES SOUS-INSPECTEURS
ET ADJOINTS TECHNIQUES**

Au 2^e échelon du grade d'adjoint technique principal
1-1-64 — Brenner Charles, A.C. néant, adjoint technique principal 1^{er} échelon.

Au 2^e échelon du grade de sous-inspecteur de 1^{re} cl.
1-1-64 — Akpity Ernest, A.C. néant, sous-inspecteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade de sous-inspecteur de 2^e cl.

1-1-64 — Agbenou Antoine, A.C. néant, sous-inspecteur 2^e classe 2^e échelon

C — CADRE DES AGENTS DE MAÎTRISE*Au 3^e échelon du grade d'agent de maîtrise principal***CONTREMAÎTRE**

1-1-64 — Degan Simon, A.C. néant, contremaître principal 2^e échelon

Au 3^e échelon du grade d'agent de maîtrise de 1^{re} cl.

1-1-64 — Agboka Midjrato, A.C. néant, contremaître 1^{re} classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'agent de maîtrise de 1^{re} cl.

1-1-64 — Codjo Georges, A.C. néant, contremaître de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Mensah Comlan, A.C. néant, contremaître de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Sossou Boniface, A.C. néant, contremaître de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — Akoussan Joseph, A.C. néant, contremaître de 1^{re} classe 1^{er} échelon

1-1-64 — d'Almeida Jean, A.C. néant, contremaître 1^{re} classe 1^{er} échelon

*Au 4^e échelon du grade d'agent de maîtrise de 2^e cl.***CHEF DE STATION**

1-1-64 — Sanvee Victor, A.C. néant, chef de station 2^e classe 3^e échelon

SURVEILLANT

1-1-64 — Atakati François, A.C. néant, surveillant 2^e classe 3^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPÉCIALISÉS*Au 3^e échelon du grade d'agent spécialisé principal***FACTEURS**

1-1-64 — Yekple Charles, A.C. néant, facteur principal 2^e échelon

1-1-64 — Akakpo Emmanuel, A.C. néant, facteur principal 2^e échelon

OUVRIERS

1-1-64 — Mensah Arnold, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Kagni Michel, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Gnimavo Paul, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Adjivon Félix, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Kpekpa Pierre, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Tomegah Augustin, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Assogba Rigobert, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Kini Comlanvi André, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Akakpo Johannes, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

1-1-64 — Akomatsri Emmanuel, A.C. néant, ouvrier principal 2^e échelon

CHEF DE TRAIN

1-1-64 — Jacobi Bernard, A.C. 6 mois, chef de train principal 2^e échelon

MECANICIENS

1-1-64 — Dovi Binasso, A.C. néant, mécanicien principal 2^e échelon

1-1-64 — Comlanvi Norbert, A.C. néant, mécanicien principal 2^e échelon

1-1-64 — Lawson Jacques, A.C. néant, mécanicien principal 2^e échelon

1-1-64 — Wolf Romain, A.C. néant, mécanicien principal 2^e échelon

CHEFS DE CANTON

1-1-64 — Gbenou André, A.C. néant, chef de canton principal 2^e échelon

1-1-64 — Mamlan Gnabouwodo, A.C. néant, chef de canton principal 2^e échelon

1-1-64 — Aboki Hubert, A.C. néant, chef de canton principal 2^e échelon

1-1-64 — Dovey Robert, A.C. néant, chef de canton principal 2^e échelon

*Au 2^e échelon du grade d'agent spécialisé principal***FACTEUR**

1-1-64 — Denkey Juvencio, A.C. néant, facteur principal 1^{er} échelon

CHEFS DE TRAIN

1-1-64 — Amouzou G. Albert, A.C. néant, chef de train principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Perlas Félix, A.C. néant, chef de train principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Kouassivi Jean-Marie, A.C. néant, chef de train principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Danon Vincent, A.C. néant, mécanicien principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Noudoda Simon, A.C. néant, mécanicien principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Anani Louis, A.C. néant, mécanicien principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Akpaka Benoît, A.C. néant, mécanicien principal 1^{er} échelon

1-1-64 — Wurrah Thomas, A.C. néant, mécanicien principal 1^{er} échelon

OUVRIERS

1-1-64 — Atadoutin A. Sébastien, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon

- 1-1-64 — Sedou Kokou Martin, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon)
 1-1-64 — Klouvi Folly Hubert, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon
 1-1-64 — Afanou Louis, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon
 1-1-64 — Lawson Lukien, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon
 1-1-64 — Kloutse Messa Klomégan, A.C. néant, ouvrier principal 1^{er} échelon

Affectation

N° 365-D-MFP du 9-5-64 — M. Lawson T. Wooly, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon, en service à la direction de la fonction publique, est mis à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères (budget général — chapitre 12 — article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Rappel d'ancienneté pour services militaires

N° 158-MFP du 16-5-64 — Un rappel d'ancienneté de trois (3) ans pour services militaires est attribué dans leur emploi actuel à chacun des préposés du corps des fonctionnaires des douanes dont les noms suivent :

- MM. Akotogan Cléophas, préposé 1^{er} échelon
 Ayissah Alphonse, préposé 1^{er} échelon
 Afanou Gilbert, préposé 1^{er} échelon
 Bakeda Dahani, préposé 1^{er} échelon
 Longa Samuel, préposé 1^{er} échelon
 Segbetse Emmanuel, préposé 1^{er} échelon

Rappel à l'activité

N° 160-MFP du 16-5-64 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 49-MFP du 14 février 1964 portant suspension de fonctions de M. Kao Séi Michel, gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de la police.

Absences irrégulières

N° 159-MFP du 16-5-64 — Est constatée, pour compter de la date de signature du présent arrêté, l'absence irrégulière de leur poste de MM. Aladji Cléophas, adjoint technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon et Sodji Léandre, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement.

Pendant toute la durée de leur absence irrégulière, MM. Aladji et Sodji n'auront droit à aucun traitement.

Sanction disciplinaire

N° 161-MFP du 16-5-64 — La sanction disciplinaire d'un (1) an de retard à l'avancement est infligée à M. De Souza Alexis, agent de maîtrise de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer et wharf, pour faute grave en service.

Rectificatifs - Additif

RECTIFICATIF du 14-5-64 à la décision n° 582-MFP du 28 juin 1963.

Au lieu de :

M. Namoro Karamoko, instituteur-adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter du 1^{er} juin 1963 (budget général, chapitre 26, article 7).

Lire :

M. Namoro Karamoko, instituteur-adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter du 13 janvier 1963 (budget général, chapitre 26, article 7).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 14-5-64 à l'arrêté n° 114-MFP du 27 janvier 1964 portant régularisation de situation administrative.

Lire :

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} janvier 1964.

ADDITIF du 14-5-64 à la décision n° 112-MFP du 3 février 1964 portant passage automatique d'échelon.

B — CADRE DES INSTITUTEURS

Au 4^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe

Après :

- 1-1-64 — Tchiakpé Céline, A.C. 2a 3m — institutrice 2^e classe 3^e échelon.

Ajouter :

- 1-1-64 — Babelème Tinankpa Sylvain, A.C. néant — instituteur 2^e classe 3^e échelon
 1-1-64 — Atsu Emmanuel, A.C. néant — instituteur 2^e classe 3^e échelon.

Au 2^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe

- 1-1-64 — Assiongbon Pierre, A.C. néant — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon

- 1-1-64 — Akuesson Martin, Kpakpo, A.C. néant — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-64 — Fiagan Eben-Ezer, A.C. néant — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-64 — Goga Nicolas, A.C. néant — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-64 — Zékpa Sébastien, A.C. néant — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-64 — Dagbovie Marc, A.C. néant, — instituteur 2^e classe 1^{er} échelon.
 (Le reste sans changement)

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de 1^{re} Instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 4672, déposée le 2 avril 1964, le sieur Bernardin Houbonon Adonsou, profession d'agent des T. P. en retraite, demeurant et domicilié à Bè-Fiokomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble suburbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de vingt et un ares soixante onze centiares, situé à Bè-Fiokomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Houvéme et borné au nord par Amégnaglo Kokouvi et Robert Folicoé, au sud par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Anécho, à l'est par Noudzrodou Echri Gaston, à l'ouest par une ruelle non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4673, déposée le 10 avril 1964, le sieur Aloysius Ahiadzo Awogar, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Kévé (circonscription administrative de Tsévié), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares (5 ares) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, au sud, à l'ouest par Moïse Djahlin Dadzie, à l'est par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels :

Suivant réquisition, n° 4674, déposée le 14 avril 1964, le sieur Gnémégna Etienne, profession d'instituteur, demeurant à Lomé-Tokoin et domicilié à Kévé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un triangle d'une contenance totale de six ares soixante et un centiares (6a 61ca) situé à Lomé, circonscription de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par la route circulaire, à l'est par André Amégan et Aboki Walter, à l'ouest par Jonathan Sanvée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4675, déposée le 17 avril 1964, le sieur James Body Lawson, profession de gendarme, demeurant et domicilié à Sokodé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de six ares quarante huit centiares (6a 48 ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Albert Kponoor, au sud par une rue en projet, à l'est par Linus Dadzie, à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4676, déposée le 17 avril 1964, la dame Creppy Florentine, née Tettekpoe, profession d'institutrice, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de trois ares neuf centiares (3a 09ca) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'ouest et à l'est par le surplus de la propriété Aboni Aziamon.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4677, déposée le 17 avril 1964, la dame Rosa Têlé Nyawuto Gunn, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure,

re non interdite, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de quinze ares dix sept centiares trente (15a 17ca30), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Joseph Adjallé, au sud et à l'ouest par Honyi, à l'est par Gbangban Gbékou.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4678, déposée le 24 avril 1964, le sieur Akouété Folly, Théodore, profession de douanier, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de trois ares quatre vingt six centiares (3a 86ca) situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par la famille Kossidjin Zankou, au sud par la nouvelle route circulaire, à l'est par Paul Agbogao, à l'ouest par Fidèle Kalipé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4679, déposée le 24 avril 1964, le sieur Etsé Laurent, profession d'infirmier, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 3 ares 21 centiares (trois ares vingt et un centiares), situé à Lomé circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord et au sud par la collectivité Lithur Gumekepe, à l'est par Mifetou Louis, à l'ouest par un passage.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4680, déposée le 30 avril 1964, le sieur Ayawo Raphaël Biam, profession de commis à la Cie Air Afrique, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de cinq ares quatre vingt dix centiares (5a 90ca) situé à Lomé, circonscription

administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, à l'est et à l'ouest par Kossidjin Zankou, au sud par Abalo Laurent Gnronfou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4681, déposée le 11 mai 1964, le sieur Ben Amégan, profession de gérant des P.T.T., demeurant et domicilié à Agou-Gare, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de trois ares quatorze centiares (3a 14ca) situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom de Atakpamé-Kondji et borné au nord par Gaspard Abbey, à l'est par une rue en projet, au sud par Adjaho Joseph, à l'ouest par Koffi Anku.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4682, déposée le 12 mai 1964, le sieur Occansey T. Gaétan, profession d'employé de commerce (B.A.O.), demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant une forme rectangulaire, d'une contenance totale de six ares (6 ares), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Gbadago et borné au nord par Adamah Ayie Godwin, au sud et à l'est par Ayikpè Konou, à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4683, déposée le 12 mai 1964, le sieur Amuzugan Vitus Tronuvi, profession de collecteur de taxes municipales, demeurant et domicilié à Anécho, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de cinq ares quatre vingt dix sept centiares (5a 97ca), situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud par Joseph Tebie, à l'est par Basié Geraldo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4684, déposée le 13 mai 1964, le Père Marcel Léon, profession de directeur du Foyer de charité d'Alédjo, demeurant et domicilié à Alédjo, mandataire de l'Association « Le Foyer de Charité d'Alédjo » par délégation de pouvoir de M. Combet, président de l'Association, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en terrains d'une contenance totale de 5ha 19a 53ca95, situé à Alédjo-Kadara, circonscription administrative de Bafilo et borné au nord et à l'est par les terrains du village d'Alédjo, à l'ouest et au sud par les terrains donnés au Foyer de Charité le 10 août 1961.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Foyer de Charité d'Alédjo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4685, déposée le 13 mai 1964, le sieur Agoudavi Jean-Pierre, profession de commis au C.F.T., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère régulier, d'une contenance totale de 6 ares, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord, au sud et à l'ouest par Hovon Akakpo Ayikpè Konou, à l'est par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS 60637